

**Monsieur le Ministre de l'Economie et  
des Finances  
Télédoc 151  
139, rue de Bercy  
75572 Paris Cedex 12**

Toulouse, le lundi 16 mars 2020

**Objet****Demande de report du calendrier fiscal 2020****Intention****Ministre de l'Action et des Comptes publics**

Monsieur Le Ministre de l'économie et des finances,

Notre association regroupe à ce jour plus de 25 000 particuliers, parmi lesquels une majorité d'investisseurs en immobilier locatif et l'une de ses principales missions est d'accompagner ses adhérents dans l'établissement de leur déclaration de revenus.

Nous organisons, pour ce faire, chaque année une permanence dans nos locaux, que nous tenons durant toute la période de déclaration fiscale.

Nous nous permettons de vous solliciter par la présente dans le prolongement des récentes mesures prises par le Gouvernement afin d'endiguer la pandémie de covid-19 qui sévit à travers le Monde.

Si l'ensemble de ces mesures nous amène comme pour la plus part des entreprises françaises, à nous adapter très rapidement, nous craignons cependant, que de très nombreux contribuables soient confrontés à des difficultés majeures et ne soient pas en capacité de respecter le calendrier fiscal 2020.

De nombreux adhérents nous ont d'ores et déjà interrogés sur de possibles aménagements de ce calendrier.

Compte tenu du contexte dans lequel se trouve actuellement notre pays, il nous paraît indispensable de reporter les échéances déclaratives, tant pour les particuliers que pour les entreprises, pour une période d'au moins quatre semaines.

Nous n'ignorons pas qu'une telle décision pourrait avoir une incidence sur le fonctionnement de vos services mais elle nous semble plus qu'essentielle afin de prévenir des retards ou omissions de déclaration pour les contribuables et permettre aux professionnels accompagnants ou mandataires d'intervenir aux côtés de leurs clients dans les meilleures conditions possibles.

Nous vous remercions, au nom de l'ensemble de nos adhérents, de prendre en compte notre requête et vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre haute considération.

*Raphaël BIROTA*

*Juriste fiscaliste*

*Guillaume VIDAL*

*Directeur du Service fiscalité*